



78^e ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU

Le Congo présente ses priorités et des défis à relever

Prenant la parole à la tribune à l'occasion de la 78^e session de l'Assemblée générale des Nations unies, le chef de l'Etat congolais, Denis Sassou N'Guesso, a indiqué que la question du climat se présente comme « la plus pressante de toutes les urgences ».

« La montée continue du niveau des mers qui met en péril les pays insulaires, la désertification déferlante, la canicule suffocante qui emporte chaque fois plus de personnes, les inondations répétitives et les coulées de boue soudaines, autant de phénomènes aussi dangereux que dévastateurs qui interpellent désormais jusqu'aux plus sceptiques d'entre nous », a-t-il souligné..

Page 16

Denis Sassou N'Guesso délivrant son message



FINANCES

Les partenaires étrangers invités à investir au Congo



Le ministre des Finances dévoilant la plaque de la nouvelle agence

Le ministre de l'Economie et des Finances, Jean-Baptiste Ondaye, a lancé un appel le 22 septembre à Brazzaville aux partenaires étrangers d'investir en République du Congo.

Il s'est adressé ainsi à l'inauguration de la nouvelle agence de la Banque sino-congolaise pour l'Afrique (BSCA Bank) à Poto-Poto, troisième arrondissement de la capitale, en présence du président du conseil d'administration de la Banque agricole de Chine, Gu Shu, qui détient 50% du capital de la BSCA Bank.

Page 4

SANTÉ

La Cameps va disposer bientôt d'un dépôt pharmaceutique



Une vue partielle du chantier

Le nouveau dépôt pharmaceutique de la Centrale d'achat des médicaments essentiels et des produits de santé (Cameps), situé dans la zone industrielle de Mpila à Brazzaville, sera inauguré le 15 novembre. Le ministre de la Santé et de la Population, Gilbert Mokoki, accompagné de la représentante du Programme des Nations unies pour le développement, Adama Dian Barry, qui a visité le chantier le 22 septembre a pu noter l'avancement positif des travaux.

« Je suis content de l'augmentation de la capacité de stockage des médicaments grâce à cette nouvelle infrastructure. L'Etat peut maintenant faire des commandes en grande quantité pour éviter les ruptures de stock comme par le passé », a indiqué le ministre.

Page 9

Éditorial

Modèle

Page 2

ELIMINATOIRES CAN FÉMININE DE FOOTBALL

Le Congo bat la Guinée-Bissau

Les Diables rouges seniors dames se sont imposées, le 21 septembre, à Bissau (1-0) devant la sélection féminine de la Guinée-Bissau, en match aller du premier tour des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations qui se disputera en 2024 au Maroc, comme lors de la dernière édition.

Page 14

ÉDITORIAL

Le cycle kaki

La vague d'hommes en treillis portés au sommet des Etats africains les trois dernières années à la suite d'un coup de force fait réagir le concert des nations : Mali, Guinée, Soudan, Burkina Faso, Niger, Gabon, certains observateurs, pour qui ce « printemps » kaki antidémocratique serait en passe de prospérer, n'hésitent pas à désigner des pays guettés, avancent-ils, par des turbulences putschistes.

A écouter ces prophètes du tumulte, l'on ne peut s'empêcher d'invoquer la part de prestidigitacion qui les habite sachant au demeurant qu'ils n'ont absolument pas vu venir les militaires maliens, guinéens, burkinabé, nigériens, et même gabonais. Les seuls signes avant-coureurs d'un changement brutal à la tête d'un pays africain venaient du Soudan où après quatre mois de manifestations contre la vie chère, embarrassée la « grande muette » mis fin au régime du président Omar El-Béchir en avril 2019, s'accommodant mal ensuite de partager le pouvoir de transition avec les civils.

Comme ce fut le cas dans le début des années 90 avec les « Conférences nationales », ou dans la fourchette des années 2010 avec les « Printemps arabes », les armées africaines aiguissent-elles désormais leur appétit du pouvoir politique au point de vouloir se hisser, les unes après les autres, au sommet des Etats au moyen du coup d'Etat ? Si la remise en cause des décennies de démocratisation prenait corps, le péril de la déstabilisation du continent s'éloignerait-il pour autant ?

Malgré les dysfonctionnements décriés, le mérite des années qui ont suivi l'avènement de la démocratie en Afrique a été de « civiliser » l'accession au pouvoir par la pratique d'élections. Les militaires qui disent agir pour l'intérêt supérieur de la nation- leurs anciens déclaraient la même chose dans le début des années 60 quand ils ravissaient le pouvoir de façon brutale- ont intérêt à comprendre que les peuples ne se laisseront jamais de demander les comptes à ceux qui, prétendant œuvrer à leur bien-être, manquent à leur devoir.

Dès lors que la raison de la prise circonstancielle du pouvoir est de le rendre aux civils en passant par un « assainissement » de la gouvernance publique, le change ne sera donné à ceux qui tiennent ce discours volontiers lissant que si la parole donnée est respectée. Le pouvoir, on le sait, expose souvent à la tentation de se dédire et enivre.

Les Dépêches de Brazzaville

1^{RE} QUESTURE DU SÉNAT

Andréa Carole Sassou N'Guesso investie dans ses fonctions

Le secrétaire général de la chambre haute du Parlement, Joseph Ibara, a patronné le 22 septembre à Brazzaville la cérémonie de passation de service entre le premier questeur sortant et la nouvelle entrante.



Andréa Carole Sassou N'Guesso investie dans ses fonctions

La cérémonie a mis face à face Roger Edouard Okoula le sortant et Andréa Carole Sassou N'Guesso l'entrante. Dans son mot de circonstance prononcé à cette occasion, le premier questeur sortant, Roger Edouard Okoula a remercié le président de la République ainsi que le Parti congolais du travail (PCT) pour la marque de confiance à lui faite durant les six ans qu'il a passés à la tête de ce département.

« Nous laissons ce département avec le sentiment d'un travail accompli », a-t-il souligné, avant d'adresser ses sincères félicitations et sa cordiale bienvenue à Andréa Carole Sassou N'Guesso pour sa brillante élection au bureau du Sénat en qualité de pre-

mier questeur.

« Madame le premier questeur, le département dont vous avez désormais la lourde charge de présider aux destinées est à plus d'un titre très sensible de par les matières qu'il traite. Je sais que vous en avez la maîtrise », a renchéri Roger Edouard Okoula avant de témoigner une fois de plus sa gratitude au président de cette institution Pierre Ngolo pour la confiance qu'il n'a cessé de lui accorder tout au long de son mandat.

Ce dernier a présenté au premier questeur entrant les dossiers de passation de service tout en formulant à la nouvelle élue les vœux de réussite et de succès dans ses nouvelles fonctions. Prenant la parole à

son tour, Andréa Carole Sassou N'Guesso a également remercié le chef de l'Etat, le Parti congolais du travail ainsi que la majorité présidentielle qui ont dénié lui faire confiance pour cette responsabilité sans oublier le secrétaire général du Sénat qui s'est disposé à présider cette investiture. Elle a rappelé que ce n'est pas la première fois qu'elle va bénéficier de la confiance du premier questeur sortant. « C'est un cadre de la république que j'ai rencontré bien avant et qui m'a prodigué des conseils dans le cadre de mes activités professionnelles. Je compte sur son expérience ainsi que celle de toute l'équipe qui l'a accompagné », a-t-elle conclu.

Jean Jacques Koubemba

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Ange Pongault
Adjoint à la direction : Kiobi Abira
Bermely Ngayouli, Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Arcade Bikondi, Emeline Loubayi, Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Armelle Mounzeo

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moumbelé Ngonon

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),

Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

* Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565, eMail : contact@inc-sa.com, site Internet www.inc-sa.com

SOMMET DES TROIS BASSINS

Assurer une meilleure couverture réseau mobile

Les dirigeants des deux sociétés de téléphonie, MTN et Airtel, ont été reçus, le 22 septembre, à Brazzaville, par le ministre des Télécommunications, Léon Juste Ibombo. Le gouvernement veut éviter les perturbations liées au réseau téléphonique et à internet pendant le sommet des trois bassins forestiers.

La capitale congolaise devra accueillir du 26 au 28 octobre prochain plus de 1500 invités, selon les autorités, venus participer au premier sommet des trois bassins forestiers tropicaux (bassin du Congo-Amazone-Bornéo Mekong). Un challenge pour le pays organisateur qui ne veut négliger aucun détail dans les préparatifs de l'évènement, notamment la couverture en communications électroniques.

Les assises du sommet des trois bassins vont se dérouler en mode hybride, en présentiel et en visioconférence. Dans ce contexte, le secteur des télécoms sera le plus sollicité en vue de faciliter aux

participants un meilleur accès aux communications électroniques. « Nous devons tous travailler sans désespérer pour que la couverture en communications électroniques et en bande passante fibre optique soit la plus optimale », a souhaité le ministre Léon Juste Ibombo. Les mesures à prendre, d'après le gouvernement, consistent à assurer une bonne couverture réseau de la banlieue de Kintélé, précisément du Centre international de conférence qui va abriter les conférences. Les sociétés de téléphonie mobile sont invitées à configurer les nouveaux équipements dans l'optique d'augmenter la bande passante internet pour l'ensemble



Le ministre s'adressant aux dirigeants de sociétés de téléphonie mobile/Adiac

des salles et terminaux, d'assurer la qualité de service des communications électroniques. Enfin, il leur est également recommandé d'assurer la sécurisation des

communications électroniques, de créer différents types de réseaux de communications spécifiques à chaque type d'utilisateur ; d'effectuer dans les plus brefs délais un Survey

pour déterminer les besoins en termes d'équipements et de veiller au respect des bandes de fréquences pour éviter toute interférence.

Fiacre Kombo

LE FAIT DU JOUR

Onu : exigence d'ouverture

La quasi-totalité des Etats membres de l'Organisation des Nations unies-ONU- sont d'avis que l'Institution est au déclin de sa gouvernance mondiale sous le format qu'il maintient depuis sa création en 1945. Il y a soixante-dix-huit ans, jour pour jour, sa labélisation à la fin du conflit qui ravagea l'Europe, avec de lourdes répercussions sur d'autres continents, fut saluée par tous pour les valeurs qu'elle était censée incarner : faire en sorte qu'en toutes circonstances, le dialogue soit privilégié à la guerre, et que la paix devienne le socle de la société mondiale post-conflit.

Depuis, la guerre froide est passée par-là, le monde a replongé dans d'autres formes de violences pernicieuses, la course aux armements s'est poursuivie sans relâche, les arbitrages de l'Onu dans les conflits survenus après la Seconde Guerre mondiale ont exacerbé les rivalités entre les cinq membres permanents du Conseil de sécurité (Etats-Unis, Russie, Chine, France, Angleterre) et révélé les limites de la « maison commune ». Les dirigeants invités chaque année aux joutes de l'Assemblée générale de l'Onu à New York, chez l'Oncle Sam, réalisent que le prestige de la bien-nommée s'étiole.

S'ouvrir sur le monde, en prenant en compte les nouveaux défis de l'humanité : climat,

terrorisme (pour ne pas aller loin), mais aussi la montée en puissance des pays dits émergents, et ces forces « nouvelles » que sont l'Afrique, l'Amérique du Sud et l'Asie, devient une exigence des temps modernes. L'Onu a intérêt à s'adapter à la configuration actuelle du monde en intronisant de nouveaux membres au sein de son Conseil de sécurité, tel est l'appel amplifié de différentes manières et en plusieurs occasions par des voix autorisées.

L'Assemblée générale, ouverte le 19 septembre, a une fois de plus mis en exergue la question de la réforme du système onusien. Et comme par le passé, les divergences de vues entre les camps sont apparues. Si l'idée de voir un pays comme l'Inde entrer dans le cercle très fermé des membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies recueillerait de potentiels suffrages de part et d'autre, en revanche « l'Est et l'Ouest », ne regarderaient pas dans la même direction concernant d'autres « appelés ».

Ces derniers, d'après ce que l'on apprend, ce seraient le Japon, l'Allemagne et le Brésil. Les deux premiers pays bénéficieraient du parrainage washingtonien, tandis que le dernier ne serait pas mal vu du côté de Beijing et de Moscou. Il est bien certain que le tapis rouge ne leur sera pas déroulé de sitôt, et pas plus durant les assises de ce mois.

Mais comme on le voit, aucune allusion n'est faite pour ce qui concerne le continent africain en dépit du fait qu'il constitue, en tous points de vue, une des parties du monde où reposera certainement l'avenir de la planète dans les décennies à venir.

Est-ce parce que sur place, en Afrique, aucun consensus n'est encore trouvé sur la personne morale parmi la cinquantaine d'Etats pour assumer au nom de tous ? Si la pilule venait à passer, sera-ce seulement une seule place pour l'Afrique ou deux ? Comme le dit l'adage, « un tien vaut mieux que deux tu l'auras ». La première bataille portant sur le principe de l'élargissement du quota des membres n'étant pas encore gagnée, rien ne sert de convoiter plusieurs sièges.

Il est aussi vrai que les cinq membres actuels du Conseil de sécurité se neutralisant à longueur de retrouvailles heurtées ne réalisent pas encore que les appels aux réformes auxquels ils continuent de résister ne s'arrêteront pas tant qu'ils refuseront de voir la vérité en face. Quoi qu'on fasse, le temps joue en faveur du changement. On le mesure à cette image de clair-obscur qui accompagne les prises de parole des uns et des autres du haut de la tribune onusienne. Le cœur n'y est-il plus ? Restons prudents !

Gankama N'Siah

FINANCES

Jean-Baptiste Ondaye invite les partenaires étrangers à investir au Congo

Le ministre de l'Économie et des Finances, Jean-Baptiste Ondaye, a lancé un appel le 22 septembre à Brazzaville aux partenaires étrangers d'investir en République du Congo.

Il s'est adressé à l'inauguration de la nouvelle agence de la Banque sino-congolaise pour l'Afrique (BSCA Bank) à Poto-Poto, troisième arrondissement de la capitale congolaise.

Le capital de la BSCA Bank est détenu à 50% par la Banque agricole de Chine (ABC), dont le président du conseil d'administration Gu Shu a effectué le déplacement de Brazzaville.

« Le Congo peut être fier de compter ABC au nombre des actionnaires de la BSCA Bank. Elle occupe, en effet, la troisième place au niveau international. Le choix de cette banque de s'installer dans notre pays illustre donc l'attractivité du Congo à travers l'amélioration de notre environnement des affaires », a indiqué Jean-Baptiste Ondaye. Il a souhaité que d'autres investisseurs étrangers emboîtent le pas à ABC, avant de saluer l'excellence des relations de coopération entre



Le ministre des Finances dévoilant la plaque de la nouvelle agence

le Congo et la Chine. Les deux pays vont célébrer, en 2024, les 60 ans de l'établissement de leurs relations diplomatiques.

La BSCA Bank a lancé officiellement ses activités au

Congo en 2015. Elle détient actuellement 20,52% du volume total des dépôts contre 4,12% en 2016. Concernant les crédits à l'économie, sa part est passée de 2,07% en 2016 à 10,22% en 2023.

Situé au cœur de Brazzaville, Poto-Poto est l'arrondissement le plus cosmopolite de la ville. On y trouve les ressortissants des pays d'Afrique, d'Europe, d'Asie et d'autres continents.

« Je sais que toute la population de Brazzaville, voire du Congo, pourra profiter des opportunités offertes par cette nouvelle implantation bancaire à Poto-Poto. Je souhaite que le renforcement de la présence bancaire participe à une meilleure protection des consommateurs des produits et services bancaires », a dit Jean-Baptiste Ondaye.

Après l'agence de Poto-Poto, la banque va procéder à l'inauguration de celle de Bacongo dans le deuxième arrondissement. Elle va ensuite construire des agences dans les villes d'Oyo (Cuvette), Dolisie (Niari) et Pointe-Noire.

Notons qu'avant d'inaugurer l'agence de BSCA Bank de Poto-Poto, le ministre de l'Économie et des Finances a eu des échanges avec le président du conseil d'administration de la Banque agricole de Chine.

Christian Brice Elion

Des défis à relever pour les deux nouveaux directeurs généraux

Nommés en conseil des ministres du 15 septembre dernier, Karine Emma Nguesso Mouandé, directrice générale du portefeuille public et Saturnin Ipedo Nzingou, directeur général des comptes publics et du patrimoine, ont pris leurs fonctions le 22 septembre. Quoique nouveaux, des grands défis leur attendent parmi lesquels le basculement du Congo en budget-programme.

Titulaire d'un master en comptabilité, Karine Emma Nguesso Mouandé, succède à Lydie Oboa qui a dirigé la direction générale du portefeuille public pendant quelques années. Saturnin Ipedo Nzingou, détenteur lui aussi, d'un diplôme supérieur en finances inaugure la direction générale des comptes publics et du patrimoine.

Nommés à une période stratégique où le ministère du Budget, des Comptes publics et du Portefeuille public est en pleine restructuration, les deux jeunes



Karine Emma Nguesso Mouandé, nouvelle DG du portefeuille public

cadres doivent contribuer à la réussite des grandes réformes économiques engagées par le

gouvernement, dont leur ministère en assure la mise en œuvre. Après les avoir installés, le di-

recteur de cabinet du ministre du Budget, des Comptes publics et du Portefeuille public, Sylvain Lekaka, leur a rappelés que les postes qu'ils occupent désormais sont stratégiques dans le développement économique du Congo.

« Les missions qui vous sont confiées sont lourdes, mais on ne donne jamais à des épaules frêles des missions lourdes. Donc, en vous confiant cette responsabilité, on estime que vous avez des épaules assez solides pour la mener à bien.

Vous devez travailler dans le respect des textes et des autorités; étant donné que vous répondez directement au ministre du Budget, notre chef, qui attend beaucoup de vous », a indiqué Sylvain Lekaka.

S'exprimant à cet effet, Saturnin Ipedo Nzingou est bien conscient des lourdes tâches qui l'attendent. « Je suis animé par un sentiment de responsabilité après avoir été nommé à la tête de la direction générale des comptes publics et du patrimoine qui a de nombreux défis pour lesquels nous devons travailler avec détermination afin de bien accomplir notre mission. Il est question, dans nos attributions, d'asseoir une comptabilité adaptée aux normes internationales au Congo mais aussi d'identifier tout le patrimoine de l'Etat et en assurer le suivi comptable », a déclaré Saturnin Ipedo Nzingou.

Firmin Oyé



Saturnin Ipedo Nzingou, nouveau DG des comptes publics

PROCESSUS ITIE

Le Congo veut accélérer la mise en œuvre des mesures correctives

Le comité exécutif national de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (Itie) s'est réuni, le 22 septembre, à Brazzaville, afin d'adopter de nouvelles feuilles de route. Le pays risque la suspension au processus Itie si des mesures correctives relatives et le rapport 2021 ne sont pas adoptés avant le 31 décembre prochain.

La session du comité exécutif du comité national Itie Congo s'est tenue quelques jours après l'appel lancé par la coalition congolaise « Publiez ce que vous payez » invitant le gouvernement à convoquer en urgence la concertation. Celle-ci a réuni les parties prenantes au processus, notamment le ministre de l'Économie et des Finances, Jean-Baptiste Ondaye, et celui des Hydrocarbures, Bruno Jean Richard Itoua, les représentants du secteur privé et des organisations de la société civile.

Les membres du comité devraient adopter le rapport d'étude de cadrage 2021-2022 ainsi que le plan d'action 2023-2025. Mais les discussions de ce jour n'ont pas permis l'adoption



Les officiels à l'ouverture de la réunion du comité DR

de ces instruments nécessaires à l'accélération de la mise en œuvre des mesures correctives, à savoir la facilitation d'une supervision cohérente par le groupe multipartite du processus et de prise de décisions régulières.

Selon le secrétaire perma-

nent du comité exécutif de l'Itie Congo, Florent Michel Okoko, le comité a planché essentiellement sur le rapport d'étude de cadrage compte tenu de la présence du responsable du cabinet indépendant chargé d'élaboration de ce rapport.

« Cette discussion a per-

mis d'entendre à la fois la présentation de l'administrateur indépendant, les préoccupations des membres du comité exécutif, en vue de ressortir les questions de fond et de forme. Il y aura une deuxième session sur le sujet dans les tout prochains

jours, probablement le mardi 26 septembre », a estimé le secrétaire permanent du comité exécutif Itie.

Rappelons que dans sa déclaration, la coalition congolaise « Publiez ce que vous payez » interpellait sur le retard observé dans l'exécution de l'Itie au Congo. D'après les observateurs de la société civile, le pays a régressé avec une participation faible du gouvernement et des entreprises dans les activités de l'initiative de transparence. Lors de la dernière évaluation couvrant la période de 2019 à 2022, le Congo a atteint un score faible de 56,5 points/100 concernant la mise en œuvre de cette exigence sur l'engagement des parties prenantes.

Fiacre Kombo

AIRES PROTÉGÉES

Le parc Odzala-Kokoua inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco

Le parc national Odzala-Kokoua fait désormais partie du patrimoine mondial de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco). Le comité du patrimoine mondial de l'Unesco a pris la décision au cours de sa session du 16 septembre dernier, à Riyad, en Arabie saoudite.

Situé à cheval entre les départements de la Cuvette ouest et de la Sangha, avec une superficie de 13 546 km², le parc d'Odzala Kokoua est l'une des plus importantes aires protégées du pays et de la sous-région. Le parc a été désigné réserve de biosphère par la même agence onusienne en juin 2022, lui donnant le caractère unique de site mondial pour la biodiversité et site dédié au développement durable. Cette inscription du parc national d'Odzala-Kokoua au patrimoine mondial de l'Unesco traduit la reconnaissance de la communauté internationale pour les efforts entrepris par l'État congolais en matière de préservation de la faune et de la flore. Cette aire protégée conjugue à la fois la conservation de la nature, le développement économique

(écotourisme) et le bien-être des communautés locales.

« Cela réaffirme la position d'Odzala en tant que point chaud biologique et l'une des zones les plus riches en espèces au monde. Elle abrite plusieurs types d'écosystèmes (forêt congolaise, forêt de Basse Guinée et savane). Odzala est l'un des bastions les plus importants pour les éléphants de forêt en Afrique centrale et abrite la plus grande diversité de primates de la région, notamment le gorille des plaines occidentales et le chimpanzé », a salué African Parks Network, une organisation non gouvernementale axée sur la conservation de la nature, créée en 2000 et basée à Johannesburg (Afrique du Sud).

F.K.



Le camp des visiteurs du parc Odzala-Kokoua DR

ENVIRONNEMENT

Le Pnud va aider le Congo à assainir les sites pétroliers

Les risques sociaux et environnementaux peuvent être atténués dans les périmètres d'exploitation pétrolière grâce à la prévention. Le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) et le ministère des Hydrocarbures veulent mettre en place un cadre de partenariat autour de la responsabilité sociale des entreprises et de la transition énergétique.

La question de préservation de l'environnement et d'exploitation durable des ressources a été au centre de l'entretien, le 21 septembre, à Brazzaville, entre le ministre des Hydrocarbures, Bruno Jean Richard Itoua, et la représentante résidente du Pnud au Congo, Adama-Dian Barry. Les deux parties ont souhaité renforcer leur partenariat en matière de développement durable, de lutte contre la pollution et la promotion de la transition énergétique.

Pour le partenaire onusien, la protection de l'environnement demeure l'un des enjeux de développement et le pilier de son intervention. D'après Adama-Dian Barry, le développement local dans les périmètres d'exploitation pétrolière figure donc parmi



Les deux parties lors de la séance de travail/Adiac

les actions prioritaires de ce futur partenariat. « Le Pnud est disposé à travailler avec le département ministériel afin de renforcer l'arsenal juridique national ainsi que les questions de responsabilité sociale des entreprises qui dé-

coulent des risques sociaux et environnementaux », a-t-elle assuré.

En ce qui concerne la transition énergétique, le Pnud encourage le pays à investir dans la diversification

de ses sources d'énergie en allant vers des énergies propres. Il s'agit d'investir dans l'exploitation gazière, mais également dans le bio carburant qui constituent des techniques innovantes

permettant d'aller vers le recyclage de certains produits. Le débat autour de la transition énergétique mérite d'être mûri dans un pays qui dépend principalement des revenus pétroliers pour son développement et des hydrocarbures pour son besoin en carburant...

« Il y avait déjà un partenariat en cours dans ce domaine. Nos équipes vont travailler ensemble pour essayer notamment de regarder le contenu local. On espère en début 2024 pour pouvoir avancer sur l'exécution concrète d'intervention sur le terrain dans les périmètres d'exploitation au bénéfice des populations riveraines », a indiqué Adama-Dian Barry.

Fiacre Kombo



AVIS D'APPEL D'OFFRES – SANS PRÉ-QUALIFICATION

AVIS D'APPEL D'OFFRES (AA0) N° 007-2023/MATIER/DGGT-CEP

1. La Délégation générale aux grands travaux a obtenu des fonds de la Banque de Développement des États de l'Afrique Centrale (BDEAC) afin de financer le Projet d'aménagement de la route Ndendé-Dolisie du PK 32 au PK 93 et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du Marché des « Travaux de construction du poste de contrôle faunique de Mila Mila, dans le Département du Niari ».

2. La Cellule d'exécution des travaux en partenariat multilatéral sollicite des offres sous plis fermés de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour réaliser les travaux suivants :

- travaux préliminaires ;
- gros œuvre ;
- charpente et couverture ;
- menuiserie bois et vitrerie ;
- ferronnerie ;
- plafonnage ;
- électricité ;
- plomberie sanitaire ;
- revêtement sol et murs ;
- peinture ;
- climatisation ;
- équipement ;
- aménagement.

La passation du Marché sera conduite par Appel d'offres national tel que défini dans le Code des Marchés publics, et ouvert à tous

les candidats éligibles.

3. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de la Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral, sise immeuble TAMBADOU, 5ème Étage, n°2 avenue de la base au croisement avec le Boulevard Denis SASSOU NGUESSO, Batignolles Brazzaville », Tél : (242) 06 868 80 35 / (242) 06 956.86.64 ; et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-dessus de 9 heures à 14 heures 30 mn.

4. Les exigences en matière de qualifications sont :

- une note détaillée indiquant le personnel qualifié à affecter au projet ;
- la liste du matériel à affecter au projet ;
- les attestations certifiées conformes des travaux similaires exécutés pendant les cinq dernières années, délivrées par les entités adjudicatrices. Chaque attestation précisera notamment la nature des prestations, le montant, les délais et les dates de réalisation des travaux, l'appréciation, le nom et la qualité du signataire ;
- la capacité d'accès aux crédits.

Voir le document d'Appel d'offres pour les informations détaillées.

5. Les candidats intéressés peuvent obtenir un dossier d'Appel d'offres complet en formulant une demande écrite à l'adresse

mentionnée ci-après [spécifier l'adresse physique et électronique] contre un paiement non remboursable de deux cent mille (200 000) FCFA. La méthode de paiement sera par chèque ou virement bancaire. Le document d'Appel d'offres sera adressé par la poste aérienne pour l'étranger et la poste normale ou l'acheminement à domicile localement.

6. Les offres devront être déposées ou envoyées à l'adresse ci-après : immeuble TAMBADOU, 5ème Étage, n°2 avenue de la base au croisement avec le Boulevard Denis SASSOU NGUESSO, Batignolles Brazzaville, au plus tard le 22 octobre 2023 à 12h30mn. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des candidats présents à la même adresse le même jour à 13 h00 mn. Les offres doivent comprendre une garantie d'offres, d'un montant de : Deux millions (2 000 000) FCFA.

Les offres devront demeurer valides pendant une durée de 120 jours à compter de la date limite de soumission.

Fait à Brazzaville, le 21 septembre 2023

LE COORDONNATEUR P.I.

PIERRE NKOUE

VIE ASSOCIATIVE

Les responsables de l'Unhaco formés sur l'élaboration des documents administratifs

L'Union nationale des associations des personnes handicapées du Congo (Unhaco) a organisé, le 21 septembre, à l'Institut des jeunes sourds de Brazzaville, un atelier de renforcement des capacités de ses responsables.

Animé par le président national de l'Unhaco, Jean de Dieu Goma, cet atelier avait pour objectif d'aider les participants à améliorer leurs connaissances, leurs capacités et faire œuvre utile autour des missions assignées à cette organisation. En effet, cette journée de formation et d'échanges a permis aux responsables de l'Unhaco de se familiariser avec des thématiques liées à l'élaboration des documents administratifs et le guide sur l'élaboration d'un projet.

« A ce rendez-vous d'apprentissage, je voudrais juste vous dire que chaque jour qui passe est une vie. Chaque vie est une école de tous les jours. Et c'est bien dans cette école de l'apprentissage, qui est capable de nous réveiller et de nous sortir des ornières des lacunes qui constituent un frein à la vie de nos unions catégorielles », a rappelé Jean de Dieu Goma, espérant que les notions acquises vont être d'une grande importance dans la qualité du travail au quotidien des participants



Les participants/Adiac

« A ce rendez-vous d'apprentissage, je voudrais juste vous dire que chaque jour qui passe est une vie. Chaque vie est une école de tous les jours. Et c'est bien dans cette école de l'apprentissage, qui est capable de nous réveiller et de nous sortir des ornières des lacunes qui constituent un frein à la vie de nos unions catégorielles ».

et de leurs relations avec les collaborateurs.

Jeune malvoyant, Kris Ondzièle Bangui pense que cette session de formation a été bénéfique pour les participants dans la mesure où elle leur a permis de perfectionner leurs connaissances. « Je pense que cette formation

nous permettra dorénavant de fonctionner dans les normes administratives parce que, peut-être hier nous le faisons sans pourtant nous baser sur les notions. Il ne suffit pas de faire, mais il faut bien faire. Nous pensons qu'avec tout ce que nous avons ap-

pris sur la gestion de la correspondance administrative, nous allons mieux faire pour que notre structure retrouve ses lettres de noblesse. Nous avons ensuite vu l'élaboration d'un projet, ce qui nous a permis de connaître comment rédiger un projet adminis-

tratif », a-t-il expliqué.

Notons que cet atelier intervient quelques mois après la tenue de l'assemblée générale ordinaire et de la session inaugurale du Conseil national de l'Unhaco. Des assises qui ont eu pour fondement la revitalisation de cette association dont quelques difficultés de fonctionnement ont été constatées pour la bonne marche de ses instances. « Des difficultés qui trouvent leur explication dans la situation de sclérose intellectuelle qui affecte certains animateurs à tous les niveaux de nos instances. En nous plaçant au sein de l'échiquier associatif comme une organisation avec des assises nationales, il nous faut être dans une approche d'une remise en cause perpétuelle, afin que chacun de nous, de l'échelon supérieur aux instances intermédiaires, puisse être à la hauteur des défis à relever dans le cadre de l'animation parfaite de nos structures », a conclu Jean de Dieu Goma.

Parfait Wilfried Douniama

ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL

Un échange pour une rentrée scolaire apaisée

A quelques jours de la rentrée prévue le 2 octobre, le ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Jean Luc Mouthou, a échangé avec les différentes plates-formes syndicales du secteur de l'éducation. En toile de fond, les rappels de soldes d'activités, l'organisation des commissions administratives paritaires ; le recrutement des enseignants ou encore leur intégration à la fonction publique ; la rentrée scolaire.

Eclairant la lanterne des syndicalistes, le ministre a indiqué que les rappels de soldes d'activités seront inscrits dans le budget 2024. Quant au recrutement, les conditions vont être durcies avec une vigilance accrue. « Les listes de ceux qui doivent être enrôlés dans les départements nous parviennent sans tenir compte des observations nécessaires pour justifier de la qualité de chaque candidat au recrutement », a-t-il fait savoir en expliquant le durcissement des mesures. Concernant les commissions



Échange entre le ministre et les syndicats

administratives paritaires, il y a plus de cinq mille dossiers en phase de traitement.

Les syndicalistes, en qualité de partenaires sociaux, ont salué le dialogue permanent avec le ministère de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation. Ils ont, par ailleurs, exhorté le gouvernement à redoubler d'efforts pour répondre aux préoccupations des enseignants, en appelant leurs collègues à œuvrer pour une rentrée scolaire apaisée sur toute l'étendue du territoire national.

Rominique Makaya

INSTITUT FRANÇAIS
CÔTE D'IVOIRE

PONTON MIZIKI FESTIVAL

30 SEPT - 1^{ER} OCT 2023

EN FACE DE LA VILLA MADIBA,
CÔTE SAUVAGE DE POINTE-NOIRE



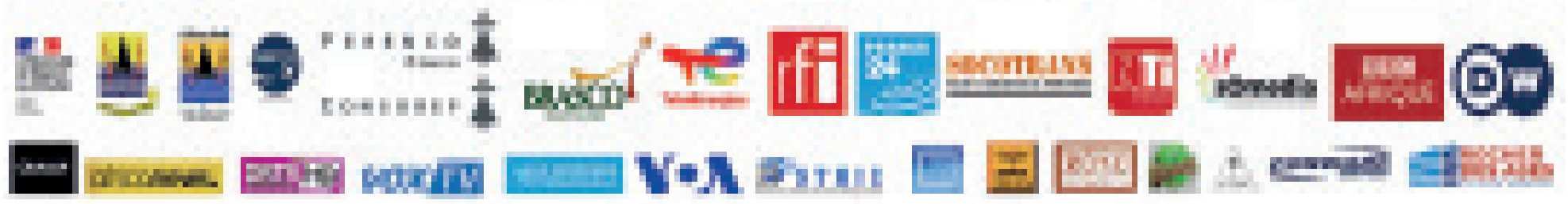
YOUSSOUPHA • SUSPECT 95

LES BANTOUS DE LA CAPITALE • ZAO • L-RAD
DI OMZO • DI MISS MAX • DI LEUZ ZARAK (KICHTAPONG)
CONQUERING LIONS • ZINA HOPE • PATERME MAESTRO
BERLEABILEM • SPIRITANANDA • MACKTOOB • QUEEN DORCELLE
HENDRY MASSAMBA • TTTY MEUF A PART • CHORALE IFC



PERENCO
CONGO

TICKETS STANDARD : 20000 - 10 000 FCFA - 20 000 - 10 000 FCFA
TICKETS VIP : 50000 - 10 000 FCFA - 20 000 - 10 000 FCFA
CARTES ENFANTS : 10000 - 5 000 FCFA - 10 000 - 5 000 FCFA
CARTES PREMIUM : 10000 - 20 000 FCFA - 20 000 - 10 000 FCFA
PRÉFÉRÉES À PARTIR DE 17 SEPTEMBRE À 10H00 DE BOUTE-ARRÊT



SANTÉ

La Cameps va bientôt avoir un nouveau dépôt pharmaceutique

Les travaux de construction d'un dépôt pharmaceutique de la Centrale d'achat des médicaments essentiels et des produits de santé (Cameps) avancent normalement.

Le ministre de la Santé et de la Population, Gilbert Mokoki, accompagné de la représentante du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), Adama Dian Barry, a effectué le 22 septembre la visite du chantier situé dans la zone industrielle de Mpila dans le cinquième arrondissement de Brazzaville, Ouenzé.

Les deux personnalités ont été satisfaites du niveau d'avancement des travaux démarrés le 15 décembre 2022 et dont la fin est fixée au 15 novembre 2023. « Je suis content du fait que la capacité de stockage des médicaments va augmenter. L'Etat peut maintenant faire des commandes en grande quantité pour éviter les ruptures de stock comme par le passé », a indiqué le ministre de la Santé et de la Population avant de saluer la qualité architecturale de l'ouvrage et la diligence avec laquelle les travaux sont conduits.

De son côté, la représentante du Pnud, maître d'œuvre du projet, a remercié le ministère d'avoir associé son agence à la réalisation de cette infrastructure qui, selon lui, fait la fierté du Congo dans le cadre de la santé.

Notons que ce grand bâtiment R+1 va abriter outre l'entrepôt une chambre froide d'une capacité suffisante de stockage et un local technique équipé du matériel de dernière génération. Le coût total des travaux est de plus d'un milliard FCFA.

Roger Ngombé



Une vue partielle du chantier

AFRIQUE FRANCOPHONE

Influenceurs et leaders du net discutent de l'actualité

A l'initiative de la plate-forme « Parlons vrai 242 » que préside le Dr Patrick Itoua Ndinga, des universitaires et acteurs des réseaux sociaux ont débattu, le 22 septembre, à Brazzaville sur le thème « Que se passe-t-il en Afrique noire francophone ? »

Considérée par les organisateurs comme un rendez-vous citoyen des influenceurs et leaders du net au Congo, cette rencontre a donné lieu à deux exposés développés par les Dr Vivien Manangou et Fidèle William Ebondza. Exposant sur les aspirations du peuple, l'universitaire Vivien Manangou est revenu sur l'agenda 2063 de l'Union africaine qui pose sept types d'aspiration. S'agissant du peuple congolais, il a rappelé qu'il aspire, entre autres, au mieux-être économique et social, notamment l'absence des perspectives socioéconomiques qui poussent les jeunes à aller voir mieux ailleurs. Il a également évoqué les aspirations identitaires et culturelles ainsi que démocratiques. « On assiste partout à une volonté panafricaniste aujourd'hui. L'aspiration du peuple africain vers un retour à une Afrique qui aurait été glorieuse dans le passé et qui serait décadente à l'avenir. S'agissant des aspirations démocratiques, il y a près d'une dizaine de coups de force en Afrique. Des régimes démocratiquement élus qui sont renversés par la force et vous avez une sorte d'assentiment populaire de voir des coups d'Etat. L'on s'interroge si les



Les officiels posant avec les participants Adiac

Africains ne veulent plus de la démocratie ? », a conclu Vivien Manangou.

Le Dr Fidèle William Ebondza a, quant à lui, exposé sur l'appartenance à la patrie, appelant les Congolais à aimer leur pays.

Président du Mouvement républicain, un parti politique de l'opposition, Destin Gavet pense que les Congolais sont très patriotiques, surtout pendant les matches de football et le dernier concert de Roga-Roga au stade Alphonse Massamba-débat. « Les Congolais aiment leur pays, est-ce que les dirigeants l'aiment aussi ? Lorsque, d'une part, vous

avez une population extrêmement pauvre et de l'autre côté une élite qui excelle, il y a beaucoup de problèmes sociaux. L'Afrique est passée par une situation difficile (traitements négriers, colonisation). Les pactes coloniaux pour accéder aux indépendances sont à l'origine du mal de l'Afrique. D'où la difficulté pour nos chefs d'Etat de gérer comme il faudrait. Partout où il y a eu des coups d'Etat en Afrique, ce sont les pays francophones. Tant que nos dirigeants ne seront pas capables d'apporter des solutions aux problèmes du peuple, nous aurons toujours des grognos sociales », a-t-il déclaré.

Porte-parole du Parti congolais du travail (PCT), Parfait Iloki, a, de son côté, félicité les organisateurs pour cette initiative, surtout pour la thématique choisie. « Nous sommes en démocratie, nous avons un instrument aujourd'hui : ce sont les réseaux sociaux, c'est un couteau à plusieurs tranchants. En tant que patriote, nous devons utiliser cet instrument avec beaucoup de parcimonie. Nous sommes des acteurs, si l'on nous a donné un pouvoir, il faut l'utiliser à bon escient. Profitons du moment-ci où les réseaux sociaux ne sont pas encore suffisamment encadrés, donnons la bonne

information, affirmons-nous et soyons les grands leaders sur les réseaux sociaux parce qu'il arrivera un moment où la patrie s'organisera », a-t-il conseillé.

Journaliste de formation, Asie Dominique de Marseille pense qu'il faut respecter la norme en Afrique. Selon lui, la norme d'un chef d'Etat élu, est la Constitution. Il a, entre autres, missions d'apporter le bonheur à la population, mais lorsqu'il respecte cette norme, cela ne devrait pas permettre à l'opposition de demander la mise en place d'une transition. « La norme voudrait que le président élu fasse ses cinq ans de mandature pour aller aux élections. Il se passe qu'en Afrique, plus personne respecte la norme, celui qui est au pouvoir gère à sa manière et celui qui est à l'opposition pense qu'il ne peut plus attendre les délais. Il faut respecter la norme. Les élections truquées, c'est aussi le non-respect de la norme ; dans des pays sérieux, les gens respectent la norme, il faut une élection crédible, dont les résultats sont connus quelques heures après. Partout c'est le manque de respect de la norme en Afrique », a-t-il fait savoir.

Parfait Wilfried Douniama

CHU-B

Vers une amélioration continue des soins au service de cancérologie

La présentation et la remise d'une salle rénovée d'oncologie pédiatrique, qui a pour spécialité médicale de faire l'étude, le diagnostic et le traitement des cancers chez l'enfant a eu lieu le 23 septembre, à Brazzaville, en présence de la représentante du directeur général du Centre hospitalier universitaire de Brazzaville (CHU-B) et du chef de service de cancérologie le Pr Nkoua-Mbon.

L'infrastructure a été réhabilitée par Brazzaville Lisalisi Lions Club, en partenariat avec la Fondation NSIA qui a assuré le financement. Les travaux consistaient à renover la salle. « Nous savons qu'un bon environnement a un impact positif sur l'état moral des malades et contribue grandement à leur guérison. C'est la raison pour laquelle notre Club Brazzaville Lisalisi, club essentiellement féminin, a pensé à rénover et équiper cette salle dans le service de cancérologie destiné aux enfants », a dit le Dr Sylvie Itoua Okouya, l'une des responsables du Club Lisalisi.

En outre, elle a rappelé que Lions Club international est le Club service le plus important au monde, avec 1,4 million de membres. L'une de ses axes prioritaires est d'apporter un soutien aux enfants souffrant du cancer. Quatre cent mille



Le DG de NSIA remettant les clés de la salle au chef de service de cancérologie

enfants sont diagnostiqués dans le monde et 9 enfants sur 10 vivent dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Seulement 30% des enfants survivent dans nos pays, 80% dans les pays développés. Le directeur

général du groupe NSIA, Joël Ellah Kouassi, a fait savoir que NSIA Fondation et les filiales du Groupe NSIA au Congo n'ont pas voulu être en marge d'une telle initiative. « Pour cela, elles ont pensé accompagner

le CHU-B dans la mise en œuvre du projet de rénovation de l'unité d'oncologie pédiatrique. A travers ce geste, nous espérons mettre à la disposition des enfants souffrant du cancer un environnement viable », a-t-il ajouté.

Réceptionnant les clés, le chef de service de cancérologie, le Pr Nkoua-Mbon, a remercié l'association Brazzaville Lisalisi Lions Club et la Fondation NSIA pour avoir honoré son service en offrant trois lits pour les enfants concernés. « Je crois que ce que vous venez de faire ici, vous allez le faire pour le reste des salles parce que j'en ai besoin. Il faudrait aller voir comment mes malades sont misérablement installés ».

Après avoir exprimé sa gratitude, la représentante du directeur général, Françoise Filankembo, a dit toute la disposition du CHU-B de renforcer le partenariat avec l'association Brazzaville Lisalisi Lions Club et la Fondation NSIA, avant d'ajouter « Vous compatissez à travers cette œuvre à la prise en charge de nos enfants ».

Guillaume Ondze

FAUNE

Un Congolais interpellé pour trafic illicite de pointe d'ivoire à Owando

Le présumé trafiquant a été pris en flagrant délit de détention, de circulation et de tentative de commercialisation d'une pointe d'ivoire dans la ville d'Owando dans le département de la Cuvette.

Le délinquant appartiendrait à un réseau de trafiquants bien organisé dans lequel chaque membre joue un rôle. Il aurait ramené cette pointe d'ivoire de Mbomo, district du département de la Cuvette-Ouest et l'a gardée en toute discrétion à Owando depuis plusieurs mois à la recherche des clients.

L'enquête est en cours afin de rattraper d'autres personnes et complices. Il répondra de ses actes devant la justice. Ce présumé délinquant faunique risque des peines allant jusqu'à cinq ans d'emprisonnement ferme ainsi qu'une amende allant jusqu'à cinq millions de FCFA conformément à la loi.

La vente illicite des trophées d'espèces intégralement protégées est interdite. En République du Congo, l'éléphant fait partie des espèces animales intégralement protégées conformément à la loi sur la faune et les aires protégées qui stipule dans son article 27 que « l'importation, l'exportation, la détention

et le transit sur le territoire national des espèces intégralement protégées, ainsi que de leurs trophées sont strictement interdits ; sauf dérogation spéciale de l'administration des eaux et forêts, pour les besoins de la recherche scientifique ».

L'interpellation de ce trafiquant, des produits fauniques, est le fruit de la collaboration des agents de la direction départementale de l'économie forestière, des éléments de la section de recherche judiciaire de la région de Gendarmerie d'Owando, avec l'appui technique du projet d'appui à l'application de la loi sur la faune sauvage.

Signalons que le 2 septembre dernier à Pointe-Noire, deux présumés trafiquants fauniques ont été pris en flagrant délit de détention, circulation et tentative de commercialisation d'une peau de panthère, espèce animale intégralement protégée par la loi au Congo. Le procès portant sur cette affaire est en cours au Tribunal de grande instance.

Fortuné Ibara

COMMÉMORATION

L'ambassade d'Angola rend hommage à António Agostinho Neto

L'ambassade d'Angola a organisé, le 23 septembre à Brazzaville, une cérémonie commémorant la Journée du héros national sur le thème « Ensemble pour le développement de l'Angola ».

Dans son discours prononcé en présence d'autres diplomates accrédités au Congo et plusieurs invités de marque, l'ambassadeur d'Angola, Vicente Muanda, a mis en exergue les qualités politiques, humaines et culturelles du premier président de ce pays, le Dr António Agostinho Neto, né le 17 septembre 1922, à Kaxicane, municipalité de Catete, aujourd'hui province de Luanda.

« En son honneur, fruit de ses actes en faveur des Angolais, sa date de naissance a été consacrée comme la journée du fondateur de la nation et du héros national, un moyen de perpétuer les principes, les idéaux, les enseignements de tous ceux qui se sont battus pour la cause de la libération nationale », a déclaré le diplomate angolais. Pour l'ambassadeur, les enseignements d'António Agostinho Neto sont toujours vivants, et « aujourd'hui, avec la force du passé et du présent, grâce à la direction du président Joao Manuel Gonçalves Lourenço, l'Angola cherche à devenir un modèle de stabilité politique dans la région et dans le continent africain. »

L'ambassadeur a également fait savoir que cette journée est une occasion de rendre hommage aussi « aux meilleurs enfants d'Afrique », tels que Marien Nguabi, Nelson Mandela, Sam Mujoma, et tous ceux qui se sont battus et ont sacrifié leur



L'ambassadeur Vicente Muanda délivrant son message de communication d'Afrique Centrale

vie « pour que nous soyons finalement libres et indépendants ».

Le diplomate Vicente Muanda a, par ailleurs, relevé l'appui et le soutien des autorités congolaises dans la lutte du peuple angolais pour son indépendance et sa liberté. En raison de ce passé historique et en particulier du rôle joué par le peuple congolais pour soutenir la lutte de libération nationale du peuple angolais, l'Angola, a-t-il assuré, « cherche à maintenir d'excellentes relations d'amitié et de coopération avec la République du Congo ».

« Nous saluons les efforts et le soutien du gouvernement congolais, et en particulier de son excellence monsieur le président de la République Denis Sassou N'Guesso, de plusieurs autres autorités, et de l'aéroport António-Agostinho-Neto de Pointe-Noire pour le placement du buste de ce dernier dans cet important axe

de communication d'Afrique Centrale », a conclu l'ambassadeur d'Angola.

Signalons que les festivités marquant la commémoration en l'honneur d'António Agostinho Neto ont débuté, le 17 septembre à Pointe-Noire. A Brazzaville, elles ont été marquées par une exposition photos qui retrace les activités et les œuvres du héros national.

Le Dr António Agostinho Neto a été président de l'Angola de novembre 1975 au 10 septembre 1979, date de son décès à Moscou, des suites d'une maladie. Tous les ans en Angola, le 17 septembre est une journée réservée à des moments de rassemblement, à des colloques et à d'autres activités de la dimension de Neto. La journée est également une reconnaissance de son engagement dans la libération de l'Angola, en particulier, et du continent africain, en général.

Yvette Reine Nzaba

MÉDIAS

Les femmes journalistes incitées au travail de terrain

Les femmes évoluant dans les web-rédactions et la presse écrite ont été invitées du 19 au 22 septembre, à Brazzaville, à rendre des reportages de terrain au lieu des reportages officiels.



Des femmes journalistes/Adiac

L'invite a été faite par le directeur exécutif de l'association Journalisme et éthique Congo (JEC), Arsène Séverin Ngouéla, à l'issue de la formation organisée sur le thème « Comment construire un reportage », avec l'appui de l'ambassade des Etats-Unis au Congo.

Le choix porté sur les femmes, poursuit-il, s'explique par le faible taux de la gent féminine à la pratique du journalisme de terrain. Selon lui, la majorité des femmes journalistes se concentrent sur la présentation de journaux et de reportages officiels.

Pendant quatre jours, les apprenantes ont bénéficié des enseignements sur les techniques de reportage, le choix du sujet, la préparation, le choix de l'angle d'attaque, le choix des interlocuteurs, l'identification du site du reportage et bien d'autres.

A cet effet, elles s'étaient déployées sur les lieux de reportage selon le choix du sujet, notamment sur les glissements de terrain, les établissements scolaires, la vente des fournitures scolaires dans les marchés de Brazzaville.

« Le travail effectué pendant la formation sera diffusé dans leur propre médias. A notre tour, nous ferons le suivi pour capitaliser l'expérience de la formation », a-t-il indiqué.

Par ailleurs, le facilitateur de la formation a souligné les lacunes constatées par les apprenantes pendant leur travail : la fatigue, le mutisme des personnes ressources et bien d'autres.

Notons que cette formation se tiendra également à Pointe-Noire dans les jours à venir.

Lydie Gisèle Oka

CRISES EN AFRIQUE

La France croit aux solutions africaines

A la tribune des Nations unies, la ministre française des Affaires étrangères, Catherine Colonna, a déclaré le 21 septembre que la France soutenait les solutions africaines aux crises africaines, citant l'exemple du Niger, du Soudan et de la République démocratique du Congo.

« En Afrique, nous croyons aux solutions africaines aux crises africaines, et nous soutenons les organisations régionales africaines chaque fois qu'elles demandent l'appui de leurs partenaires », a déclaré Catherine Colonna à l'Assemblée générale des Nations unies. Au Niger, la France soutient ainsi la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) « dans ses efforts pour y rétablir un ordre constitutionnel remis en cause par la force, depuis que le président démocratiquement élu, Mohamed Bazoum, fait face à une tentative de putsch », a-t-elle expliqué.

La patronne de la diplomatie française a aussi pris l'exemple du Soudan, où une guerre fait rage depuis plus de 5 mois et où les civils sont les premières victimes du conflit. Selon la cheffe de la diplomatie française, il est du devoir de la communauté internationale de continuer, « sans relâche », à rechercher des solutions pour la paix. « Nous demandons une nouvelle fois aux belligérants de cesser les combats et d'épargner les civils, de permettre une trêve humanitaire et de faire émerger une solution politique inclusive », a-t-elle souligné.

Catherine Colonna a enfin pris l'exemple du conflit dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), « qui depuis si longtemps repose sur les mêmes ressorts et fait les mêmes victimes ». « Là aussi, la France est en appui des mécanismes régionaux de résolution des conflits, pour faciliter une solution négociée et apaisée », a-t-elle relevé, rappelant que « la France est et restera une alliée fiable et constante des organisations régionales africaines quand elles se battent pour la paix, pour le développement, pour la démocratie et pour la sécurité du continent ».

Noël Ndong

MAROC/SÉISME

Le FMI et la Banque mondiale maintiennent leurs assemblées annuelles

Le Fonds monétaire international et la Banque mondiale ont décidé de maintenir la tenue de leurs assemblées annuelles à Marrakech, en dépit du séisme, ont annoncé les organisations dans un communiqué.

« Au terme d'un examen minutieux des conclusions, les directions de la Banque mondiale et du FMI ont convenu, en accord avec les autorités marocaines, de maintenir l'organisation des Assemblées annuelles à Marrakech du 9 au 15 octobre, tout en adaptant la teneur de l'événement aux circonstances », précise le communiqué.

Ladite analyse menée « en étroite coordination avec les autorités marocaines et une équipe d'experts, une évaluation approfondie de la capacité de Marrakech à accueillir les Assemblées annuelles 2023 », a consisté « à veiller à ce que la tenue des Assemblées ne

perturbe pas les activités essentielles de secours et de reconstruction et que la sécurité des participants puisse être assurée ».

« En ce moment très difficile, nous estimons que les Assemblées annuelles donnent aussi l'occasion à la communauté internationale de manifester son soutien au Maroc et à ses habitants qui font, une fois de plus, preuve de résilience face à une tragédie », plaident les organisations. Cet événement doit accueillir 190 pays membres, des dirigeants du secteur public comme privé, ainsi que des représentants d'organisations de la société civile ainsi que de divers experts.

N.Nd.

AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE | LE COURRIER DE KINSHASA | LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

ADIAAC NEWSLETTER

L'information du congo et de sa région en un clic !

Identifiez-vous gratuitement pour recevoir la newsletter et restez informé des principaux faits marquants de l'actualité

Brazzaville 84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
(+ 242) 05 532 01 09
info@lesdepechesdebrazzaville.fr

COOPÉRATION RDC-ISRAËL

Les enjeux de l'ouverture d'une ambassade à Jérusalem

L'ouverture d'une ambassade congolaise à Jérusalem ferait de la RDC le sixième pays à disposer d'une représentation diplomatique dans une capitale israélienne qui est toujours au centre de la controverse sur le plan international.

En marge de l'Assemblée générale des Nations unies à New York, le président de la République, Félix Tshisekedi, a échangé, le 22 septembre, avec le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu.

La décision phare, annoncée lors de cette rencontre, est l'ouverture d'une ambassade d'Israël en RDC, la nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire congolais en Israël ainsi que le déplacement de l'ambassade de la RDC de Tel-Aviv vers Jérusalem. L'ambassade d'Israël en RDC avait été fermée en 2003 en raison de la situation politique tendue au pays. Pour l'instant, le diplomate israélien responsable des relations avec la RDC est basé à Luanda, en Angola, tandis que l'ambassade de la RDC en Israël est actuellement dirigée par un chargé d'affaires.

En déplaçant son ambassade vers la « Ville sainte », la RDC rejoindra ainsi le petit groupe de pays ayant une ambassade dans la ville contestée de Jérusalem, notamment les États-Unis, le Kosovo, le Guatemala et le Honduras et la Papouasie-Nouvelle-Guinée, qui a ouvert son ambassade à Jérusalem-Ouest au début du mois de septembre. Les Fidji ouvriront également une ambassade dans la capitale israélienne en 2024.

Le reste des 175 pays qui ont des liens avec Israël conservent leur représentation diplomatique dans la ville côtière de Tel Aviv, (principal centre économique d'Israël), en raison des sensibilités politiques liées à la capitale.



Le Président Félix Tshisekedi et le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu

Jérusalem, une capitale disputée

Israël considère Jérusalem comme sa capitale éternelle et indivisible et souhaite y installer toutes les ambassades étrangères. Mais, la Palestine souhaite également que la capitale de son État indépendant soit située à Jérusalem-Est, dont Israël s'est emparé lors de la guerre des Six Jours, en 1967. Pour l'ONU, le statut de Jérusalem doit faire l'objet d'un accord entre Israéliens et Palestiniens et, en attendant, les pays ne doivent pas établir à Jérusalem leur représentation

diplomatique en Israël.

C'est ainsi que la plupart des pays du monde ne reconnaissent pas la souveraineté d'Israël sur l'ensemble de Jérusalem, estimant que son statut devrait être résolu par des négociations. Néanmoins, en mai 2018, l'ancien président américain, Donald Trump, avait décidé de transférer officiellement l'ambassade américaine à Jérusalem, estimant qu'elle était la capitale d'Israël. Une décision largement critiquée au Moyen-Orient et considérée comme un acte de provocation à l'égard de la Palestine.

Une annonce faite en 2020

En mars 2020 à Washington, pendant son discours devant l'American Israel Public Affairs Committee, le comité des affaires publiques israélo-américaines, le principal lobby pro-Israël aux États-Unis, Félix Tshisekedi avait déjà annoncé une reprise au plus haut niveau des relations diplomatiques entre la RDC et Israël, avec notamment la nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, après plus de vingt ans, et l'ouverture d'une section économique de l'ambassade à Jérusalem. Mais, aujourd'hui, il ne s'agit plus sim-

plement d'ouvrir une section économique, mais de changer la localisation de l'ambassade. Reste à savoir, quand est-ce que cette décision sera matérialisée.

Soutien controversé au sein de l'Union africaine

Par ailleurs, la RDC est également un fervent supporter de la candidature d'Israël en tant que pays membre observateur au sein de l'Union africaine. Sous la présidence de Félix Tshisekedi, Israël avait obtenu ce statut, suscitant un tollé général au sein de l'organisation panafricaine, chez certains pays comme l'Afrique du Sud, la Mauritanie, l'Égypte, l'Algérie, la Tunisie, la Libye, les Comores et Djibouti, qui ont déposé des objections formelles auprès de l'UA.

Le dimanche 19 février 2023, lors du sommet de l'UA, l'institution avait annoncé que le statut d'observateur d'Israël au sein de l'organisation était suspendu. Le sommet de l'UA a également été marqué par l'expulsion du représentant d'Israël, membre observateur depuis 2021. L'Etat hébreu avait perdu son statut d'observateur en 1973, lorsque tous les pays membres de l'Organisation de l'unité africaine, ancêtre de l'UA, avaient rompu leurs relations diplomatiques avec Israël, en solidarité avec l'Égypte dont une partie du territoire, le Sinaï, était occupée par l'armée israélienne, suite à la guerre de Kippour.

Patrick Ndongidi

GLOBAL AFRICA BUSINESS INITIATIVE

Les patrons d'industries américaines appelés à investir en RDC

Le chef de l'État, Félix-Antoine Tshisekedi, qui séjourne actuellement aux États-Unis d'Amérique, est en train de mettre à profit son séjour newyorkais pour engager des pourparlers avec des investisseurs potentiels.

En marge de son intervention à la tribune de la 78e session de l'Assemblée générale de l'Onu, le président Félix Tshisekedi ne cesse de multiplier des rencontres avec les patrons d'industries et le milieu d'affaires américain. Et pour mieux vendre l'image de la RDC en mettant en relief sa croissance afin d'appâter les éventuels investisseurs, le Global Africa Business Initiative (GABI) s'est révélé une belle opportunité pour ce faire.

Invité par cette plateforme, le 22 septembre, lors de la conférence axée sur la promotion de la croissance économique durable en Afrique, le président Félix Tshisekedi a profité de cette tribune



Le président Félix Tshisekedi participant au Global Africa Business Initiative

pour parler des opportunités d'investissement dans son pays. Il a également évoqué la place qu'occupe la RDC dans la transition énergétique mondiale. Pour le chef de l'État congolais, la RDC d'aujourd'hui est ambitieuse

et veut réaliser le saut qualitatif susceptible de la hisser au rang des États qui comptent.

Félix Tshisekedi a, à cette occasion, rappelé sa vision pour une transformation locale en Afrique, et de ses ressources

naturelles. La RDC, a-t-il dit, s'inscrit déjà dans cette dynamique évolutive comme en témoigne la construction d'une chaîne de valeur locale pour ses précieux minerais tels que le cuivre, le cobalt, le lithium, le manganèse et autres. Le projet de création d'une usine de production de batterie pour véhicules électriques entre la Zambie et la RDC avec le soutien financier et technologique des États-Unis, en constitue une preuve éloquent.

«La RDC a décidé de faire de la transformation locale une priorité. Nous sommes lassés de servir toujours de terre d'extraction, de voir nos minerais et ressources naturelles partir vers d'autres cieux où on irait les transformer. Nous

voulons le faire désormais localement en développant des chaînes de valeur et en donnant le travail et de la richesse à notre population », a-t-il insisté. D'où son appel aux investisseurs de tous les horizons pour accompagner cette nouvelle vision industrielle dont est porteuse la RDC. Tout en rassurant les investisseurs quant à l'amélioration du climat des affaires en RDC, il les a exhortés à venir au pays afin de fructifier leur capital et répondre aux besoins sociaux de base de la population congolaise. «C'est en venant maintenant que vous vous retrouverez demain gagnants à nos côtés », leur a-t-il lancé.

Alain Diasso

PRÉSIDENTIELLE DE DÉCEMBRE 2023

Cinq candidatures déjà déposées à la Ceni

Depuis que la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) a officiellement convoqué, le 1er septembre, l'électorat pour la présidentielle de décembre 2023, les choses ont l'air de stagner.



Augustin Matata Ponyo



Constant Mutamba



Rex Kazadi



Radjabho Tebahho



Jo Sekimonyo Mutabazi

Alors qu'ils étaient astreints à déposer leurs candidatures à partir du 9 septembre au Bureau de réception et de traitement de candidatures, les candidats présidents de la République ne font pas montre d'empressement. À onze jours de la fin du dépôt des candidatures dont la clôture est censée intervenir le 8 octobre prochain, le constat est alarmant. Seulement cinq candidatures sont enregistrées à ce jour à la

Ceni nonobstant les incessants appels aux candidats leur demandant de parer au plus pressé, pour des raisons d'ordre, plutôt que d'attendre le dernier jour. Les candidatures déjà répertoriées sont celles d'Augustin Matata Ponyo, Constant Mutamba, Rex Kazadi, Radjabho Tebahho et Jo Sekimonyo Mutabazi. À en croire le porte-parole de la Centrale électorale, vingt-quatre autres dossiers de candidature ont été retirés

et jusqu'à ce jour les concernés ne font aucun signe de vie. Parmi les candidats déclarés à la présidentielle qui n'ont pas encore déposé leurs dossiers à la Ceni figurent Franck Diongo Shamba, Bernadette Tokwaulu Aena, Marie-Josée Ifoku, Jean-Claude Baende, Delly Sessanga, Moïse Katumbi, Corneille Naanga et Félix Tshisekedi.

La Ceni échange avec les parties prenantes

Et pendant que les candidats présidents tergiversent encore pour officialiser leur candidatures, la Centrale électorale vient de clôturer ses consultations entamées depuis mercredi avec les parties prenantes au processus électoral. Plus de neuf cents participants (partis, regroupements politiques, société civile etc) ont pris part part à ces discussions qui se sont cristallisées autour de divers sujets: publication des listes

électorales, cartographie des bureaux de vote, accréditations des témoins, mode de dépouillement etc. Le but affiché pour la Ceni était de mettre à la disposition des parties prenantes au processus électoral un maximum d'informations y relatives. D'autres rendez-vous similaires sont d'ailleurs prévus, notamment avant le début de la campagne électorale le 19 novembre.

Alain Diasso

BOXE

Youri Kalenga et Issa Kayembe s'affronteront le 30 septembre

Les amoureux du noble art devraient encore prendre leur mal en patience, car le combat initialement programmé le samedi 23 septembre au Gymnase jumelé du stade des martyrs, entre le boxeur franco-congolais, Youri Kalenga et le belgo-congolais Issa Kayembe, vient d'être reporté.

Ce combat international de boxe pour le titre de champion international World Boxing Foundation est, en effet, reporté pour le samedi 30 septembre au même endroit. Arrivé dimanche le 17 septembre à Kinshasa, celui qu'on appelle affectueusement «El Toro» a bénéficié d'un accueil délirant de ses fans convaincus de sa victoire face à Issa Kayembe, détenteur de la ceinture. Ce dernier qui n'entend pas se laisser faire sait à quoi s'en tenir et se prépare en conséquence.

Un affrontement épique se profile donc à l'horizon entre ces deux pugilistes qui ont presque le même gabarit et qui sont connus pour leur qualité de puncheurs. D'un côté, Youri Kalenga, expérimenté avec plus de vingt combats professionnels à son actif, et de l'autre, Issa Kayembe, boxeur congolais qui évolue à domicile. Chacun d'eux cherchera à marquer sa place dans l'histoire de la boxe congolaise comme l'ont fait avant eux les Beltschika, Mamba Shako et autres. Entre les deux hommes, le défi a été lancé il y a plus de deux ans sur les



réseaux sociaux. Le samedi 30 septembre, l'on saura finalement qui des deux pourra remporter le titre.

Rappelons que ce combat international de boxe est une initiative d'AK Promo Management et est placé sous le haut patronage du président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. Outre les deux poids lourds à l'honneur, plusieurs autres pugilistes vont aussi concourir le même jour, en lever de rideaux, au nombre desquels Thomas Vanneste, Tegra Kabundu, Patrick Nyembwa et Éric Bulobo.

Alain Diasso

AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

ADIAC TV

Toute l'actualité Du Bassin du Congo EN VIDÉO

www.adiac.tv

+336 11 40 40 56 | info@adiac.tv | 8A, boulevard Denis-Sassou-Nguesso, Brazzaville - République du Congo

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER DE KINSHASA

CAN FÉMININE DE FOOTBALL MAROC 2024

Le Congo fait une bonne opération à Bissau

Les Diables rouges seniors dames se sont imposées, le 21 septembre à Bissau (1-0) devant la sélection féminine de la Guinée-Bissau, en match aller du premier tour des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations qui se disputera en 2024 au Maroc, comme lors de la dernière édition.



Les Diables rouges seniors dames de football ont fait l'essentiel à Bissau/Adiac

Avec un effectif réduit causé par de nombreuses absences, les Congolaises ont assuré l'essentiel. Elles ont pris une bonne option vers la qualification pour le tour décisif grâce au but inscrit sur coup franc à la 90e minute par Flore Mabahou. La sélection congolaise qui jouera sa qualification pour le prochain tour le 26 septembre au stade Alphonse-Massamba-Débat à Brazzaville devant son public doit faire

preuve de beaucoup de concentration pour ne pas laisser filer une qualification au second tour qui lui tend déjà les bras. Gagner serait une meilleure manière de finir le travail même si le nul est aussi suffisant. Après la marge sera un peu haute, puisqu'en cas de qualification les Diables rouges seniors dames affronteront le vainqueur Tunisie-Niger entre novembre et décembre. Probablement les Tu-

nisiennes parce qu'elles ont écrasé les Nigériennes sur un score sévère de 7-0.

Le Congo a participé à sa toute première et dernière CAN en 2008 en Guinée équatoriale. Les Diables rouges dames avaient terminé troisièmes de leur groupe avec trois points derrière la Guinée équatoriale et le Cameroun. Depuis lors, elles ne parviennent plus à relever le défi.

James Golden Eloué

FOOTBALL

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en France

Ligue 1, 6^e journée

Monaco perd le derby de la Côte d'Azur face à Nice (0-1). Chrislain Matsima est resté sur le banc, comme Alexis Beka Beka.

Notons que l'ancien Caennais, qui ne compte aucune minute de jeu cette saison, faisait son retour dans le groupe niçois.

National 1, 7^e journée

Le Red Star corrige Avranches 3-0. Fred Dembi est entré en jeu à la 73^e.

De retour de suspension, Randi Goteni retrouvait sa place au milieu de terrain lors de la réception de Niort à Marignane.

Malgré l'ouverture rapide du score, les Sudistes s'inclinent 1-2 face aux Chamois. Remplaçant au coup d'envoi, Natanael Bouékou est entré à la 80^e.

Sans Jason Nguabi, ni Kamal Bafounta, prêté jeudi par Lorient, Cholet l'emporte à Dijon (1-0). Sans Rodney Mazikou, non convoqué, Châteauroux prend un point à Orléans (2-2).

Sochaux (Makosso) reçoit Rouen (Ibayi) lundi soir en match décalé.

Camille Delourme

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES **PEINTURES**

CÉRAMIQUES **MUSIQUE**

L'art dans sa **Généralité,** de la **Tradition** à la **Modernité**

Musée du Bassin du Congo
galerie CONGO

Situé sur 84 Boulevard Denis Sassou Nguesso
immeuble les manguiers (Mpiila)
dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

JUSTICE

Six personnes écopent de 30 ans de travaux forcés

Trois semaines après, le verdict sur l'affaire Ephrem est tombé. Six personnes, notamment Kiakouama Nkouka Birth, Mapouka Jordy Laurent, Obe Bredney Narlye, Kombo Odilon Yann, Salvado Emmanuelle et Itsika Merveille O'neil ont écopé de six ans de travaux forcés pour avoir volontairement donné la mort au jeune Ephrem Ngoula le 28 novembre 2021 à Pointe-Noire.

«L'homicide volontaire est prévu et puni par les articles 295 et 304 du Code pénal. Itsika Merveille O'neil et Salvado Emmanuelle ont été condamnés pour complicité d'homicide volontaire sur le jeune Ephrem Ngoula, fait prévu et puni par les articles 59, 60, 295 et 304 du Code pénal. Ces accusés bénéficient des circonstances atténuantes, ainsi ils sont priés de payer la somme de 15 millions de francs CFA chacun comme dommages et intérêts, soit au total la somme de 90 millions de francs CFA », a déclaré Etienne Loemba, président de la Cour d'appel de Pointe-Noire. Pour Me Guillaume Bakouete, bâtonnier du barreau de Pointe-Noire, c'est le plus



Vue des six condamnés

long procès de sa carrière en qualité d'avocat dans la ville côtière. Pour ce dernier, c'est un sentiment de satisfaction, parce que la loi a été respectée au cours de ce procès et le phénomène criminel devient très grandissant et très

inquiétant au Congo. «Lorsque nous vivons en société, nous sommes tous tenus par un pacte social qui voudrait que chaque personne fasse des concessions en vue de vivre-ensemble avec les autres. Ainsi, si ce

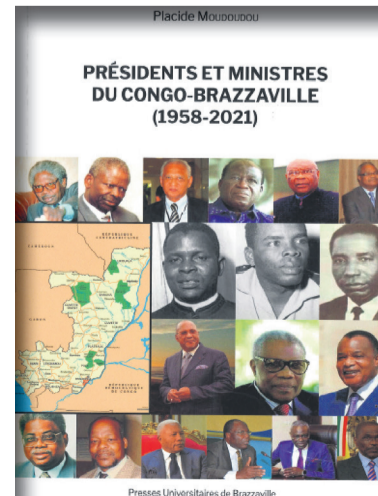
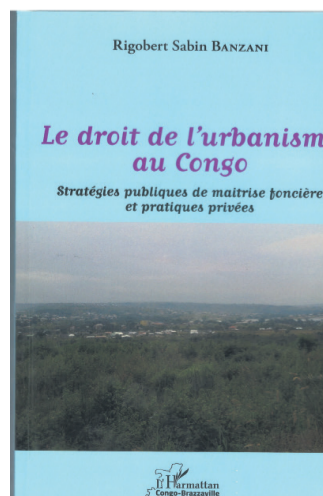
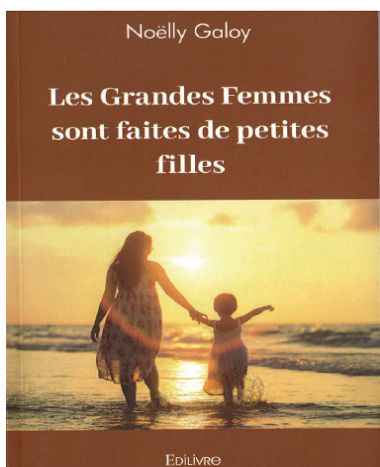
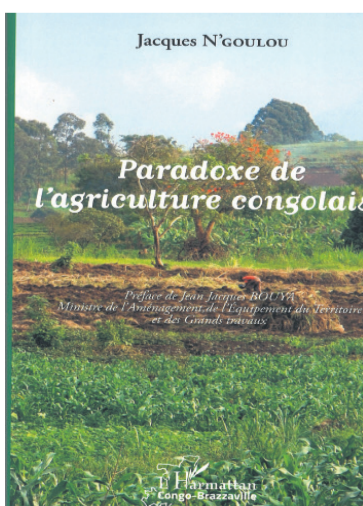
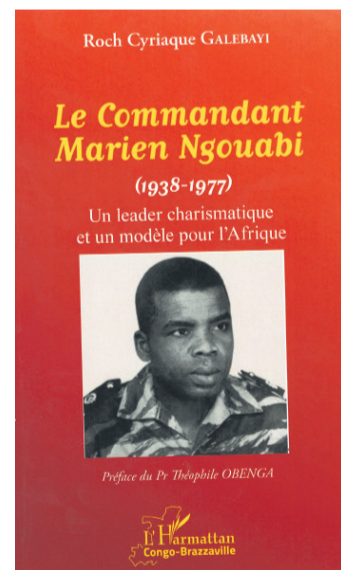
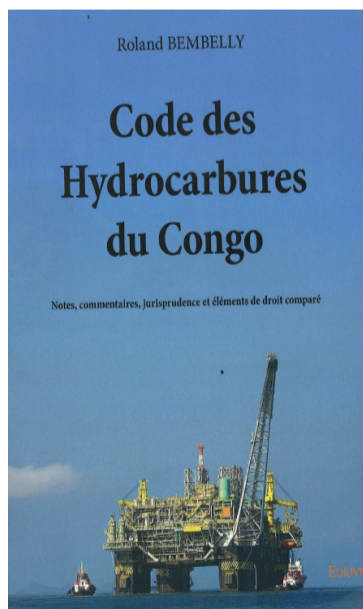
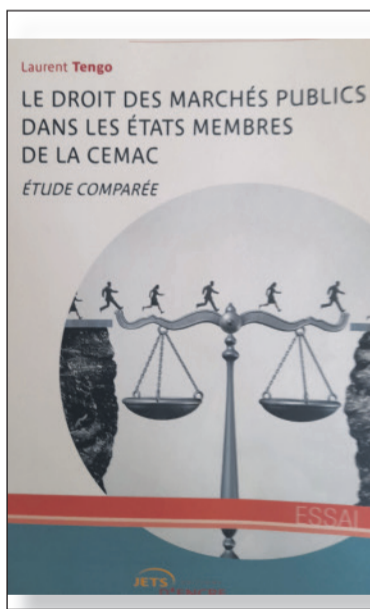
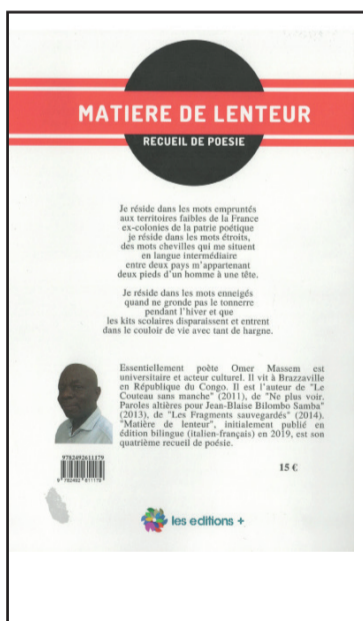
pacte est rompu, il faut le ressouder. Ce verdict vient là de ressouder ce pacte qui a été rompu. Il faut appliquer les méthodes de correction de comportements anti-sociaux pour revivre le bonheur de vivre en-

semble », a-t-il déclaré. Pour sa part, Me Marcel Ngoma, avocat de la défense, le procès est passé mais ce n'est pas la fin des recours. « Il existe en droit ce que l'on appelle les voies de recours, en occurrence je pense qu'en accord avec les autres avocats de la défense des intérêts des accusés nous allons nous constituer très rapidement avant un délai de trois jours pour déposer un pourvoi en cassation. Le sentiment le plus évident que nous avons en partage est que ce n'est pas cet aspect de la justice que nous attendions, il y a au minimum une injustice qui a été ourdie et le bon droit n'a pas été dit », a-t-il déclaré.

Séverin Ibara



EN VENTE



78^e ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU

Denis Sassou N'Guesso présente ses priorités et des défis à relever

À l'occasion du débat général de la 78^e session de l'Assemblée générale des Nations unies, le chef de l'Etat congolais, Denis Sassou N'Guesso, a présenté, le 21 septembre, ses priorités et les grands défis du monde actuel.

Le président de la République du Congo, Denis Sassou N'Guesso, a vu la question du climat comme « la plus pressante de toutes les urgences ». Au moment où le Congo s'apprête à organiser le Sommet sur les trois bassins forestiers de l'Amazonie, du Bornéo-Mékong et du Congo, il a saisi cette occasion pour présenter, une fois de plus à la face du monde, l'ambition du sommet qui intègre sa vision écologique long-temps affirmée.

S'inscrivant dans cet élan, le Congo s'est engagé à accueillir, en octobre prochain, un sommet des trois bassins des écosystèmes de biodiversité et des forêts tropicales « comme réponse collective et concertée de ces trois poumons verts de la planète à l'insécurité climatique désormais si menaçante ».

En réalité, les effets des changements climatiques vécus ces derniers temps avec des conséquences toutes aussi dévastatrices que destructrices, tant sur la nature que sur les hommes et qui iront en s'amplifiant si rien de durable n'est fait, appellent non seulement à la prise de conscience sur les phénomènes, mais à des actions thérapeutiques responsables. « La montée continue du niveau des mers qui met en péril les pays insulaires, la désertification déferlante, la canicule suffocante qui emporte chaque fois plus de personnes, les inondations répétitives et les coulées de boue soudaines, autant de phénomènes aussi dangereux que dévastateurs qui interpellent désormais jusqu'aux plus sceptiques d'entre nous », a constaté le chef de l'Etat.

C'est dans cet esprit, et en sa qualité de président de la Commission climat du bassin du Congo, que Denis Sassou N'Guesso a lancé, lors de la COP27 en Égypte, l'Initiative de la « Décennie mondiale de l'affores-

tation » pour une biodiversité et un couvert végétal plus dense, au service de l'humanité.

Dans son discours, le chef de l'Etat congolais a ensuite abordé la question du développement agricole en Afrique, soulignant la nécessité impérieuse de protéger les terres arables des incidences néfastes des changements climatiques.

L'Afrique, a-t-il recommandé, « doit dès à présent opérer un bond qualitatif pour disposer demain d'une nourriture suffisante et de qualité et conjurer à tout jamais le spectre de la famine et de l'exode de ses populations ». Pour cela, il a souligné son besoin urgent d'une agriculture « moderne, soutenue notamment par des dispositifs performants d'irrigation et de mécanisation, une agriculture qui lui permette de réduire de manière significative ses importations alimentaires ».

Dans cette optique, le président de la République a souhaité avoir « des partenariats techniques et financiers efficaces » pour pouvoir réaliser des avancées substantielles dans ce secteur. Toutefois, a-t-il déclaré, l'Afrique n'a nullement besoin de ces partenariats sous-tendus par des « aides publiques au développement politiquement orientées et synonymes d'aumône organisée ». « Les subventions au compte-gouttes, distillées au rythme des intérêts propres des donateurs, ne permettront certainement pas l'essor réel et effectif de notre continent... qui, du reste, n'en a nul besoin », a tranché Denis Sassou N'Guesso.

Privilégier la paix pour atteindre les Objectifs de développement durable

Pour le président Denis Sassou N'Guesso, la paix est une priorité



Denis Sassou N'Guesso délivrant son message

afin d'atteindre les Objectifs de développement durable définis par les Nations unies. La paix en Libye n'est pas passée sous silence.

En sa qualité de président du Comité de haut niveau de l'Union africaine sur la Libye, Denis Sassou N'Guesso a fait valoir que la Conférence de réconciliation interlibyenne n'aura de sens que si elle est inclusive, constructive et consensuelle. Il en a appelé, une fois encore, à « l'accompagnement de la communauté internationale, à commencer par les pays de la sous-région et les organisations qui les regroupent, sans oublier les pays dits du Quartet, en vue d'un soutien concret à nos efforts, afin d'ouvrir une perspective solide et crédible à la résolution définitive de cette crise qui

n'a que trop duré ».

En outre, Denis Sassou N'Guesso a appelé la communauté internationale à prendre en ligne de compte l'initiative africaine sur le conflit entre la Russie et l'Ukraine. « En raison du risque de guerre généralisée que ces événements font peser sur le monde, non seulement les deux protagonistes dans ce conflit, mais également les puissances étrangères qui peuvent influencer le cours des événements dans le sens de la paix, tous devraient tempérer leurs ardeurs, cesser d'attiser les braises et s'engager, sans délai, dans des négociations de paix. Des négociations justes, sincères et équitables », a-t-il insisté.

Enfin, le chef d'Etat congolais a évoqué « l'impérieuse nécessité » de

réformer le Conseil de sécurité, « afin d'assurer une représentation plus juste de tous les continents et de tous les peuples du monde », rappelant la position commune de l'Afrique, « une position conciliante et consensuelle, scellée à Ezulwini ».

Denis Sassou N'Guesso a réitéré « l'exigence africaine » de voir deux de ses États y siéger en tant que membres permanents, avec droit de veto. « Ce ne serait que justice devant l'histoire ! »

Suite aux catastrophes naturelles qui ont fait récemment de nombreux dégâts matériels et humains au Maroc et en Libye, le président a exprimé sa compassion et sa solidarité aux peuples des deux pays.

Yvette Reine Nzaba

RÉFLEXION

Sur le nouveau cancer mondial ...

Ce qui ressort des événements que nous avons tous vécus ces derniers jours et que nous vivons plus encore dans les mois à venir est bien le fait que l'humanité dans son ensemble est à l'évidence incapable de freiner, voie même d'interrompre l'immense vague des migrants qui tentent, pour survivre, de s'installer durablement tout autour de la Méditerranée et dans les nations riches de la vieille Europe. Marquée de façon spectaculaire par la submersion de l'île grecque de Lampedusa, par la crise humanitaire qui frappe de plein fouet la Tunisie, la Libye, les pays du Sahel, le Proche et le Moyen-Orient, par l'appel à l'humanité lancé à Marseille ce week-end par le Pape François l'époque que nous vivons s'annonce proprement ingérable quoi que prétendent les gouvernants de l'hémisphère nord.

Très présents à New York ces derniers jours pour participer activement à l'Assemblée générale des Nations unies, les dirigeants afri-

cains – tout particulièrement ceux de l'immense Bassin du Congo et des Grands Lacs – ont énoncé cette vérité avec force. Ils ont souligné le fait, sans trop y insister, que plus le temps passera plus la vague migratoire vers les pays riches de l'hémisphère nord s'accroîtra. Au point de déstabiliser les grandes villes et leurs périphéries et de créer des problèmes de gestion urbaine qui s'avèreront proprement ingérables.

Dans ce contexte il est évident, même si cela n'est pas encore reconnu, que seul le développement de nombreux pays du grand Sud règlera cette question éminemment stratégique. Et que, par conséquent, les gouvernements, tous les gouvernements de l'hémisphère nord – Europe, Russie, Chine, Inde, Etats-Unis – doivent maintenant s'employer à accompagner activement les pays émergents dans les actions qu'ils entreprennent afin de créer sur leur propre sol les activités qui mettront fin à la vague migratoire ingérable dont nous vivons

les premières étapes et qui va inexorablement s'accélérer tout au long des mois et les années à venir..

Cet engagement est d'autant plus vital, pour les pays pauvres comme pour les pays riches, que derrière les migrations sauvages auxquelles nous assistons se dissimulent des trafics de plus en plus dangereux - esclavage, drogue, terrorisme, extrémisme religieux ... - qui menacent la stabilité interne des nations les plus riches. D'où cette conclusion que seule une véritable coopération entre les nations riches et les nations pauvres permettra de combattre efficacement ce nouveau cancer mondial.

Voyons donc si la présente Assemblée générale des Nations unies mettra en place le dispositif mondial qui pourra lui seul nous protéger des désordres à venir dont l'ampleur planétaire n'a aucun précédent dans notre très longue histoire humaine.

Jean-Paul Pigasse